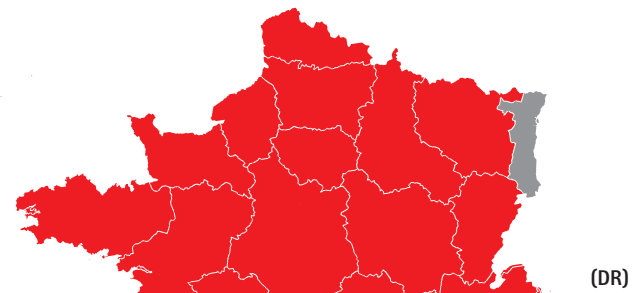




L'auteur de *Tristes tropiques*, **Claude Lévi-Strauss**, est mort à l'âge de 100 ans. Il était le père du courant structuraliste.  
CULTURE PAGE 9



La **campagne nationale** du NPA est consacrée à l'emploi. Analyse et solutions chaque semaine dans *Tout est à nous!*  
CAMPAGNE NPA PAGE 5



La **réforme territoriale** que veut mettre en place Sarkozy est un prétexte pour appliquer la politique libérale aux collectivités territoriales.  
NPARGUMENTS PAGES 6&7

# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

12 NOVEMBRE 2009 | N°30 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

## CAMPAGNE NPA POUR L'EMPLOI

# LES PRÉCAIRES NE SE LAISSENT PAS FAIRE!



Bordeaux, le 6 mars 2004. Manifestation contre le chômage et la précarité. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MENO)

Depuis plus d'un an, des actions locales, menées par de nombreuses associations dénonçant la précarité, sont menées un peu partout, s'intensifiant fin octobre.

**L**es conséquences de la crise engendrent toujours plus de précarité dans toutes les couches sociales. Les fins de mois sont de plus en plus difficiles et les perspectives d'avenir s'amoindrissent. Les licenciements, les non-reconductions de contrats, l'augmentation des CDD

courts et la raréfaction des offres sont autant d'éléments qui nous fragilisent de plus en plus. Aujourd'hui, l'urgence sociale est de combattre le chômage, la précarité et le développement de la misère. Face à l'augmentation du chômage, le gouvernement brasse du vent à coups de «plans d'urgence pour l'emploi» inefficaces, exonérant toujours

plus les patrons de leurs cotisations patronales et nous forçant à accepter n'importe quel emploi à n'importe quel salaire. Il projette même de supprimer la taxe professionnelle «pour ne pas pénaliser l'emploi», mais en se gardant bien de dire qu'il supprime là une forme de redistribution sociale...

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 5

## LA POSTE

### ÉPREUVE DE FORCE

Le **changement** de statut de La Poste a été voté lundi par le Sénat et doit passer fin novembre à l'Assemblée nationale. La mobilisation continue donc pour empêcher la casse du service public postal. L'intersyndicale appelle à une grève des postiers le 24 novembre, une manifestation avec les usagers est prévue le samedi 28 novembre, vers une montée nationale à Paris la semaine du 13 décembre. **LIRE PAGE 4**

## MAHMOUD ABBAS

### FIN DE LA FICTION

**Mahmoud** Abbas, président de l'Autorité palestinienne (AP), a annoncé qu'il ne se représenterait pas pour un nouveau mandat. Après quinze ans d'illusions sur un « processus de paix » qui ne consiste qu'à opprimer un peu plus le peuple palestinien, il est temps de dresser le bilan de la collaboration de l'AP avec les gouvernements israéliens successifs. Les Palestiniens doivent compter sur eux-mêmes pour faire entendre leurs revendications légitimes. **LIRE PAGE 3**

## CHUTE DU MUR

### UNE NOUVELLE PÉRIODE

Le 9 novembre 1989, le Mur de Berlin séparant l'Allemagne de l'Ouest de la RDA a clos la période ouverte par la révolution russe de 1917 et a entraîné la disparition des régimes bureaucratiques soviétiques. Mais contrairement au dogme du capitalisme triomphant et de la «fin de l'histoire», l'effondrement de l'URSS n'est pas synonyme de prospérité mais a ouvert une nouvelle ère de crises et de guerres. Aujourd'hui, la classe des travailleurs est en capacité de contrôler l'économie pour redonner vie au projet socialiste. **LIRE PAGE 10**



(FRANCK HOULGATTE)



Par **Frédéric Borrás**

## QUESTION DE COHÉRENCE

Chaque jour, l'envie de chasser Sarkozy grandit. Pour y parvenir, on veut nous vendre une solution « pragmatique », celle d'une alliance rose/orange/verte rendue possible par la dérive du PS vers la droite. Le NPA propose une autre voie. Il œuvre à l'unité la plus large dans les luttes et les mobilisations. Pour les régionales à venir, il propose l'unité de la gauche antibérale et anticapitaliste sur la base de mesures d'urgence sociales et écologiques inédites. Souvent à son initiative, les réunions unitaires au plan national et dans les régions se multiplient. Rien n'est encore joué. Les dirigeants du PCF multiplient les déclarations hostiles au NPA, accusé de ne pas vouloir mettre « les mains dans le cambouis ». L'accusation vise à masquer la vraie divergence. Le fossé qui sépare les programmes du PS et celui d'une gauche digne de ce nom justifie la présentation de listes séparées de celle des socialistes partout. Mais à quoi bon se rassembler dans une campagne électorale de façon indépendante du PS si c'est pour se faire satelliser pendant les cinq ans qui suivent dans les parlements régionaux ? À quoi bon défendre la mobilisation des fonds publics pour satisfaire les besoins sociaux et les mesures écologiques, si c'est pour voter ensuite des budgets qui dilapident l'argent public en cadeaux au patronat licencieur et aux lycées privés ? Les politiques d'union de la gauche sous direction socialiste ont souvent été expérimentées à toutes les échelles, sans que cela améliore le sort des populations. En 2004, la gauche remportait les élections dans 20 régions sur 22 et annonçait qu'elles constitueraient un bouclier pour protéger les populations contre les méfaits du gouvernement de droite. Malgré la participation du PCF, il n'en a rien été. Prendre nos responsabilités pour appliquer un programme radical si nous avons le rapport de forces, oui. Accepter de cautionner dans les institutions l'inverse de ce pourquoi nous nous battons tous les jours, non. C'est une question de cohérence.

### GRAND CONCOURS CONTRE LA

**PRÉCARITÉ.** Dans le cadre des marches contre le chômage, la précarité et les licenciements, la commission précarité vous invite à réaliser des visuels sur ce thème qui serviront pour affiches, autocollants... Envoyez vos propositions avant le 15 novembre à [compreca@gmail.com](mailto:compreca@gmail.com)

### 12 NOVEMBRE, NPA, MONTREUIL.

Réunion débat avec Catherine Samary sur les 20 ans de la chute du Mur de Berlin. RV à 20 heures, salle Jean-Lurçat, place du Marché (métro Croix de Chavaux).  
Contact : [npa.montreuil@gmail.com](mailto:npa.montreuil@gmail.com)

### 14 NOVEMBRE, SANS-PAPIERS, PARIS.

Rassemblement à 14 heures à Denfert-Rochereau, en direction du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

### 14 NOVEMBRE, EURE-ET-LOIR.

Journée de solidarité des travailleurs, à l'initiative du syndicat CGT Philips EGP Dreux. Musique, théâtre, débat avec des leaders syndicaux et politiques de

## à noter

gauche. RV à Champhol, Espace Jean Moulin, de 11 à 22 heures. (lire p.11)

### 14 NOVEMBRE, CINÉMA, PESSAC.

Avant-première du film *C'est parti* au cinéma Jean-Eustache, dans le cadre du Festival du film d'histoire de Pessac. RV à 20h30, 1bis rue des Poilus.

### 14 NOVEMBRE, IVG, PARIS.

Une marche est organisée à l'appel du Collectif unitaire 20<sup>e</sup> pour obtenir la réouverture du centre IVG de Tenon. RV à 10h30, devant l'hôpital Trousseau (métro Porte-de-Vincennes).

### 17 NOVEMBRE, LOUISE-MICHEL.

La Société Louise-Michel et Le Lycée vous invite à une réunion-débat sur le dernier livre de Luc Boltanski. RV au Lieu-Dit à 18h30, 6 rue Sorbier, Paris, métro Ménilmontant ou Gambetta.

### TOUS LES DIMANCHES, RESF, PARIS.

Rassemblement et ronde sur le parvis

de Notre-Dame, de 16 à 17 heures, à l'appel du Réseau éducation sans frontières (RESF), jusqu'au 20<sup>e</sup> anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant le 20 novembre.

### 26 NOVEMBRE, NPA, DÉBAT.

Le comité de Fontenay-sous-Bois (94) vous invite à un débat, à 20 heures. RV foyer Aimée-Matteraz, 15, rue Jean-Pierre-Timbaud.

### 26 NOVEMBRE, PÉROU.

La Coordination de solidarité avec l'Amérique latine organise un rassemblement en solidarité avec les travailleurs péruviens et l'Association pour le développement de la forêt péruvienne (Aidesepe). RV de 16 à 19 heures devant l'ambassade du Pérou, 50, avenue Kléber, Paris.

### 27 NOVEMBRE, MARSEILLE.

Conférence débat « Les techno-sciences : Avenir Radieux ? Catastrophes ? » à

l'université populaire et républicaine, avec Nicolas Chevassus au Louis, journaliste scientifique. RV à 19 heures, Maison du citoyen, 233 Corniche Kennedy, Marseille.

### 28 NOVEMBRE, MANIF, GENÈVE.

Manifestation internationale contre l'OMC. RV à 14 heures, Place Neuve, Genève.

### 28-29 NOVEMBRE, NPA, SAINT-DENIS.

Première conférence nationale des salariés du public et du privé, organisée par le NPA à la Bourse du travail de Saint-Denis. (lire p.5)

### DU 20 NOVEMBRE AU 5 DÉCEMBRE,

**NATIONAL.** Des marches régionales contre le chômage, les précarités et les licenciements sont organisées qui annoncent la manifestation nationale le 5 décembre.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## regards



Sébastien Osman (DR)

Propos recueillis par **Géraldine Grimaud**

## SÉBASTIEN OSMAN, 32 ANS, **FACTEUR**

*Il aura fallu 24 jours de grève de la faim pour Sébastien et 26 jours de grève des quelque 30 facteurs martégaux pour que les agents du service public soient enfin écoutés et entendus par la direction de La Poste.*

**Quels sont les problèmes que vous rencontrez dans votre bureau de poste de Martigues ?**  
Depuis plusieurs mois, une nouvelle organisation a été mise en place afin d'accroître la productivité et la rentabilité du service postal. Et ceci se fait sans considération aucune ni pour les usagers ni pour les travailleurs. Les cadences de tri sont en augmentation constante, les heures supplémentaires demeurent impayées et la diminution du nombre de tournées, qui correspond à une perte de neuf à dix emplois, surcharge de nouveau les facteurs déjà débordés. À cela s'ajoute un management local très brutal (intimidations, pression morale, mise à pied, retrait de service, licenciement sec...) envers nous qui tentons de nous mobiliser contre la privatisation progressive de ce service public. En ce qui me concerne, j'ai été mandaté il y a plusieurs mois par le syndicat Sud-PTT 13 pour la négociation d'un éventuel accord avec notre direction. Refusant de signer leurs propositions scandaleuses, j'ai convaincu l'ensemble du personnel de refuser de se soumettre. Le climat devenant de plus en plus tendu, et afin de m'écarter de mon lieu de travail, j'ai fait l'objet d'un retrait de service de quatre mois. Quant à Fabien, il a été licencié pour un jour de congé requalifié par le directeur en absence irrégulière ! Il ne fait pas de doute que la direction s'est montrée particulièrement répressive et s'est servie de Fabien et moi pour « montrer l'exemple » et dissuader tout le monde d'entamer un mouvement de grève.

### Quelles ont été vos réponses face à cette situation ?

Le lundi 12 octobre, la quasi-totalité des facteurs de Martigues, sur un préavis Sud, se mettent en grève pour la reconnaissance par La Poste du travail supplémentaire (non payé jusqu'alors) engendré par la restructuration actuelle, ainsi que pour la réintégration et la réhabilitation de Fabien et moi. Il y a quelques mois, à Marseille, des postiers ont lutté pendant 58 jours ! La direction est restée inflexible et les postiers n'ont pas obtenu gain de cause. Je me suis dit que seul un geste plus radical les forcerait à négocier. Deux jours après le début du mouvement de grève, j'ai décidé d'entamer une grève de la faim et de dormir sur le parking, d'abord dans ma voiture, puis dans un camion de location. Je ne voulais pas seulement qu'ils sachent que j'avais arrêté de m'alimenter, je voulais qu'ils me voient dépérir sous leurs yeux !

### Comment s'est soldé le conflit ?

Après 25 jours de grève de presque toute l'équipe et 24 jours de grève de la faim pour moi, les négociations ont enfin abouti. Au final, nous sommes plutôt satisfaits de l'issue du conflit. Nous avons obtenu : le principe de reconnaissance et le paiement d'une partie de nos dépassement horaires, le gel de l'organisation « Facteur

d'avenir» jusqu'au 3 janvier 2010, la création d'un groupe de travail qui pourra permettre de réajuster le temps de travail théorique au temps de travail effectif. Pour Fabien, postier licencié, le financement d'une formation professionnelle. Pour moi, l'engagement de La Poste que mon conseil de discipline sera juste et que seront pris en compte les « fautes » de management du directeur du centre courrier de Martigues.

### Quelles leçons avez-vous tirées de votre lutte ?

Durant ce conflit, notre plus grande victoire a sans aucun doute été le lien fort qui s'est créé entre tous les facteurs. On a pris le temps de sortir la tête de nos casiers, pris le temps de se parler, de se connaître ; bref, de nouer de véritables relations humaines, ce que les cadences infernales ne nous permettent pas de faire ! Durant toute ma grève de la faim, mes collègues se sont relayés sur le parking de la poste. Ils faisaient les trois huit pour ne pas me laisser seul dans mon camion. Cela a créé une véritable cohésion entre nous. Nous (et la direction !) savons qu'à l'avenir nous serons tous soudés. Enfin, des soutiens nous sont parvenus de toutes parts : usagers, collègues, partis politiques, associations... Autant de personnes qui venaient apporter de la nourriture, un soutien financier ou encore nous soutenir moralement. Nous avons tous été très surpris par cette solidarité de la part d'« inconnus ». Cela a énormément compté pour nous, nous a convaincus que notre lutte était justifiée et nous a encouragés à continuer notre combat.



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)





## EPR UNE BOMBE À RETARDEMENT

On connaissait les énormes problèmes rencontrés par Areva sur ses chantiers en Finlande et à Flamanville (Manche): béton fissuré, soudures défectueuses. Mais l'annonce faite conjointement par les autorités de sûreté nucléaire (ASN) britannique, française et finlandaise, montre que la situation est pire que tout ce que l'on pouvait imaginer.



Flamanville, le 27 mars 2009. Chantier de la centrale nucléaire EPR. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

**L**es autorités de sûreté nucléaire (ASN) ont émis de sérieuses réserves sur le système de sûreté du réacteur EPR de Flamanville (Manche).

Il est en effet particulièrement dangereux car il utilise du mox, un mélange d'uranium et de plutonium. Le système de «contrôle-commande» de l'EPR, mis en cause par le rapport de l'ASN, est considéré comme «l'épine dorsale et le cerveau des réacteurs nucléaires». La faille provient du fait que les systèmes automatiques censés prendre le relais des procédures classiques en cas de problème dépendent du même système que les procédures classiques. Ainsi, en cas de panne, le système de secours peut tomber lui aussi en panne, puisqu'il provient de la même architecture. Cette nouvelle très grave vient s'ajouter à une longue

liste de dysfonctionnements dans cette entreprise en voie de privatisation qui accélère sa course aux profits: déchets abandonnés en Russie, découverte de stock de plutonium à Cadarache, fuite de plus 300 kilos d'uranium au Tricastin, soutien au coup d'État au Niger (principal fournisseur d'uranium de la France), etc.

Loin d'être une énergie propre, le nucléaire est au contraire une menace terrible pour l'humanité. Et en premier lieu pour les travailleurs des centrales, des entreprises de sous-traitance qui assurent l'essentiel de la maintenance et du nettoyage, le gros œuvre de construction des réacteurs, ainsi que les travailleurs des mines d'uranium qui fouillent les terres sans être informés des dangers qu'ils encourent. Les sommes colossales – près de 5 milliards d'euros – investies dans le réacteur de Flamanville

sont un énorme scandale car l'EPR est aussi inutile que dangereux. Il est donc urgent d'arrêter l'EPR et de lancer un plan d'économies d'énergie, en particulier d'isolation de l'habitat, et de développer véritablement les énergies renouvelables, plans dont les financements doivent être assurés par la taxation des profits des grandes entreprises énergétiques.

Qui paiera la dette de 2 milliards d'euros d'Areva aux autorités finlandaises à cause de son chantier de réacteur EPR en Finlande? Pourquoi construire un nouvel EPR alors que, pour le même investissement, on crée plus d'emplois et d'énergie avec les énergies renouvelables et les économies d'énergie qu'avec le nucléaire? Areva et le gouvernement refusent de répondre à ces questions. Face à l'inconscience et à l'irresponsabilité des dirigeants, le NPA appelle tous les ci-

toyens à se mobiliser pour arrêter ce projet. Il est temps d'en finir avec la tartufferie du Grenelle de l'environnement, cautionné hélas par de nombreuses associations écologistes, et où il est impossible de parler du nucléaire. L'heure est de lancer une vaste mobilisation populaire afin de mettre un terme à ce projet désastreux et d'enclencher une dynamique qui nous permettra de sortir de la folie du nucléaire.

**Laurent Grouet**

1. Voir l'étude «*Un courant alternatif pour le Grand Ouest*» publié par le réseau Sortir du nucléaire.

## PALESTINE FIN DE LA FICTION

Mahmoud Abbas (Abu Mazen) a annoncé qu'il ne se représenterait pas pour briguer la présidence de l'Autorité palestinienne (AP).

**MAHMOUD** Abbas (Abu Mazen) ne se représentera pas à la présidence de l'Autorité palestinienne (AP). Décision irrévocable ou coup de poker pour signifier à l'administration US, suite à la visite d'Hillary Clinton au Proche-Orient, que ses propositions de «paix» sont inacceptables? L'annonce est révélatrice de la crise historique du mouvement national palestinien et de la faillite du «processus de paix» et des illusions qu'il génère depuis plus de quinze ans.

L'AP, créée par les Accords d'Oslo (1993-94), a longtemps été présentée comme le gouvernement de l'État palestinien en cours de formation. Quinze ans après sa naissance, l'AP n'est rien de plus qu'un organe intégré aux structures de l'occupation, chargé de maintenir l'ordre dans les villes palestiniennes et de favoriser l'intégration régionale d'Israël par la normalisation des relations économiques israélo-palestiniennes, tandis que sur le terrain la ségrégation et la colonisation se poursuivent.

C'est ainsi que, lors des bombardements de Gaza, la police de l'AP a violemment réprimé des manifestations de protestation organisées en Cisjordanie, pour les empêcher de se diriger vers des objectifs militaires israéliens. Mahmoud Abbas a également demandé le report de l'examen du rapport Goldstone (qui accuse Israël d'avoir commis des crimes de guerre à Gaza) par les Nations unies, répondant aux exigences états-uniennes tout en s'aliénant encore un peu plus la population palestinienne.

Mahmoud Abbas est largement tributaire du bilan désastreux de la stratégie d'Oslo, qui a en outre conduit à la désintégration du mouvement national palestinien. Le récent Congrès du Fatah (août) a révélé cet état de décomposition avancée: la direction qui y a été élue n'est qu'un conglomérat de chefs de réseaux de clientèle et de corruption qui ont depuis longtemps, à de rares exceptions près, renoncé à la lutte nationale au profit de la lutte d'influence pour occuper des postes dans l'appareil de l'AP.

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) n'est plus qu'une chambre d'enregistrement de la politique du Fatah et de l'AP, coupée de la population palestinienne et de ses initiatives militantes. Alors qu'Israël poursuit sa politique d'expulsion et d'enfermement et que le mouvement de solidarité relève la tête avec la campagne Boycott désinvestissement sanctions (BDS), les représentants «officiels» des Palestiniens restent obnubilés par la survie d'un processus négocié et d'une AP, conçus pour liquider la question palestinienne.

Gageons que les déclarations d'Abu Mazen, quand bien même il reviendrait sur sa décision, dissiperont définitivement les illusions du «processus de paix»: sans un bouleversement majeur du rapport de forces, aucune négociation ne pourra déboucher sur une satisfaction réelle des droits nationaux du peuple palestinien. Face à l'impunité dont bénéficie Israël, le développement de la campagne BDS est l'un des éléments clés de la construction de ce nouveau rapport de forces.

**Commission Moyen-Orient Palestine**

## et aussi

**IVG: LA LUTTE CONTINUE.** Le communiqué de presse de la mairie PS de Paris 20<sup>e</sup> veut laisser croire qu'elle a obtenu la réouverture d'une antenne de Planning à l'hôpital Tenon, mais elle oublie la mobilisation des femmes. Il ne s'agit pas du centre IVG mais d'un lieu d'accueil dédié à la sexualité et à la contraception. Cette antenne a fermé en juin dernier à la suite du départ à la retraite du médecin rattaché à ce poste. Pour le moment, seule une charte sur la prise en charge des femmes ayant besoin de recourir à l'orthogénie a été élaborée avec l'appui de la mairie. Elle garantit un accompagnement par une professionnelle chargée de la planification qui assurera, à Tenon, la prise de rendez-vous et la liaison avec les équipes spécialisées de Tenon, de Saint-Antoine ou de Trousseau, dans un délai maximum de six jours. La réouverture du centre IVG doit être obtenue. Une marche est organisée à l'appel du Collectif unitaire 20<sup>e</sup>, le 14 novembre à 10h30, devant l'hôpital Trousseau (métro porte de Vincennes).

**BIODIVERSITÉ EN DANGER!** L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) vient de publier son dernier rapport. La France figure au huitième rang mondial des pays hébergeant le plus d'espèces menacées. Dans un pays qui se targue à tout propos de «Grenelles de l'environnement», ce constat est criant et honteux. 778 espèces sont officiellement «en danger d'extinction critique» ou «vulnérables». Et encore, l'UICN, organisme très officiel, n'évoque pas les sujets qui fâchent, comme l'ours des Pyrénées ou le loup du Mercantour, sacrifiés aux lobbies subventionnés de «la filière ovine», à la FNSEA et à CPNT. Les associations ont déposé un dossier accablant devant la Commission des communautés européennes pour faire condamner la France devant la Cour de Justice pour défaut de protection d'espèces menacées. Hélas, ceux qui s'obstinent à voir la France comme un champ de maïs, un parc à moutons et un stand de tir préféreront payer une amende plutôt que transmettre à nos enfants une nature vivante.

**SOUS-TRAITANCE DISCRIMINÉE.** Les syndicats du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), alarmés par le recours intensif à la sous-traitance dans le centre de Cadarache (Bouches-du-Rhône), ont réalisé une expertise début 2009. Celle-ci a mis en évidence, outre des problèmes de sûreté nucléaire, de sécurité au travail et de risques psychosociaux dus aux conditions de travail, que la sous-traitance coûtait plus cher que le personnel à statut. La direction du CEA sous-traite donc uniquement par idéologie. Depuis cette expertise, la direction s'en prend au service de bus, qui existe depuis la création du centre, il y a 50 ans. Elle veut décaler les horaires de travail de certaines entreprises sous-traitantes pour ne plus permettre à leurs salariés de prendre les bus. Pire, ils sont interdits sur certaines lignes, jugées surchargées. Le but, à terme, est d'en réduire le nombre. Moins de bus, c'est plus de voitures, de frais pour les salariés, de pollution et de risques d'accidents de trajet, première cause d'accident de travail.





## GRIPPE A VACCINATION FORCÉE

La décision de vacciner toute la population française a été prise sous la pression d'experts financés à 100% par l'industrie de la vaccination.

**LE GROUPE** d'expertise et d'information sur la grippe (GEIG), au budget de 400 millions d'euros, est financé par cinq groupes de la vaccination. C'est son directeur scientifique, le professeur Lina, qui se tient au côté de Mme Bachelot lors de ses conférences de presse. Alors que la santé subit l'austérité, le gouvernement a trouvé un milliard d'euros, payé pour moitié par la Sécu, pour acheter quatre fois leur prix 90 millions de doses de vaccins. Des vaccins qui n'avaient pas encore d'autorisation de mise sur le marché, et qui n'ont quasiment pas été testés, malgré l'ajout d'adjuvants et de conservateurs. Alors que les labos jurent qu'il n'y a aucun problème avec leurs vaccins, ils ont quand même obtenu qu'en cas de complication vaccinale, ils n'aient pas un euro à déboursier. C'est le fonds d'indemnisation des aléas thérapeutiques qui paiera!

Ce scandale à un milliard d'euros doit d'autant plus être dénoncé que la mortalité de la grippe pandémique n'est guère supérieure à celle de la grippe saisonnière, alors qu'elle est plus contagieuse. La seule revue de formation médicale indépendante des laboratoires, *Prescrire*, conseille de s'en tenir à une «vaccination ciblée pour les personnes à risque élevé de complications graves, ceux qui les entourent et qui les soignent». Différents vaccins sont sortis : virus entier ou fragmenté, avec ou sans adjuvant et conservateur. En effet, les adeptes du «vacciner plus pour gagner plus» ont été confrontés à un problème : leur capacité de fabrication limitée. Alors, pour produire plus avec moins d'anti-gènes, ils ont ajouté dans leur vaccin (Focetria, Pandemrix) des adjuvants qui stimulent la réaction du système immunitaire, mais sont aussi accusés de favoriser des maladies auto-immunes. Ils ont également ajouté des conservateurs comme le thiomersal, un dérivé mercuriel dont la présence n'est plus recommandée dans les vaccins depuis 1998, à cause des risques neurotoxiques. Le Cevalpan utilise lui des virus entiers inactivés. Pourtant une vaccination aux USA avec ce type de vaccin, en 1976, a été arrêtée pour avoir causé une paralysie ascendante grave de type Guillain-Barré pour 100 000 vaccinations. Pour la revue *Prescrire*, les vaccins fragmentés, sans adjuvants et sans thiomersal, comme le Panenza, ont le meilleur rapport bénéfice-risque, notamment pour les nourrissons et les femmes enceintes, quand ils sont jugés à risque. Ils se rapprochent le plus du vaccin de la grippe saisonnière, largement éprouvé, qui réduit de 50% les complications et de 80% la mortalité, parmi les populations ciblées.

Experts payés par les labos, vaccins peu testés, gouvernement qui choisit la vaccination de masse d'abord dans l'espoir d'éviter des arrêts de travail, quitte à faire courir des risques inutiles à l'ensemble de la population... le doute est semé. Seule 17% de la population souhaite être vaccinés. Et pas toujours ceux qui en auraient besoin!

Frank Cantaloup



Paris, le 23 septembre 2008. Manifestation unitaire des salariés de La Poste contre sa privatisation. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

## PRIVATISATION DE LA POSTE VERS UNE ÉPREUVE DE FORCE DÉCISIVE?

Après un passage au Sénat qui s'est achevé le 9 novembre, le projet de loi sur le changement de statut de La Poste devrait arriver à la fin du mois à l'Assemblée nationale. La résistance s'amplifie désormais, avec des appels clairs à la mobilisation.

**A**u Sénat, la guérilla des parlementaires a fait long feu. Une vingtaine de voix manquaient pour que la gauche dépose une motion référendaire, mais aucune n'a fait défaut à la droite pour la refuser malgré diverses pressions sur les élus et... leur possible réélection.

Les sénateurs, comme le gouvernement lui-même, ont cependant pris la mesure du changement qui a commencé à s'exprimer avec la votation citoyenne. Le ministre Estrosi nous a même inventé un mot : «imprivatisable». Mais quelle que soit la formule juridique, elle laisse entièrement la possibilité à l'État d'ouvrir son capital et de privatiser à plus ou moins brève échéance, dès lors que le statut de l'entreprise devient celui d'une so-

ciété anonyme. Petite concession : le régime de retraite de 100 000 postiers ayant encore le statut de fonctionnaire devrait être garanti. Mais ce ne sera pas le cas pour les nouveaux embauchés après le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

L'énorme mobilisation qui avait vu le jour lors de la votation citoyenne a eu inconsciemment beaucoup de mal à rebondir depuis. L'envoi de cartes postales au président de la République lui demandant le retrait du projet de loi et la tenue d'un référendum ont certes permis de poursuivre les discussions avec un large public. Mais il est aussi évident qu'à un moment ou un autre, il est indispensable d'augmenter d'un cran la mobilisation, avec l'ensemble de la population et avec les travailleurs de La Poste.

Il y a quelques semaines en-

core, la perspective d'une grève reconductible pouvait encore prêter à sourire chez beaucoup de militants. Elle est aujourd'hui en train de prendre forme. C'est le résultat conjugué à la fois d'une initiative, celles de l'intersyndicale parisienne SUD, FO, CFTC qui a pris position dès la fin octobre, et d'un climat particulier de mobilisation dans le secteur colis. Cela s'est traduit le 5 novembre par une déclaration de l'intersyndicale SUD, FO, CFTC, CGT et CFDT appelant «nationalement les postiers à la grève le 24 novembre et à débattre dès maintenant des poursuites du lendemain, de l'action, de ses formes pour gagner». En même temps, le Comité national contre la privatisation de la poste a confirmé sa décision d'organiser une manifestation décentralisée dans toutes les

régions ou départements, le samedi 28 novembre. Cette échéance est d'une importance cruciale : elle interviendra au moment où les postiers seront eux-mêmes en grève si le mouvement démarré le 24 novembre commence à prendre réellement. Ce sera également une étape décisive pour aller vers une montée nationale à Paris en décembre, à quelques jours du vote de la loi à l'Assemblée nationale, afin d'exiger tous ensemble le retrait de la loi et le refus de la privatisation.

Nous devons par conséquent mettre toutes nos forces pour que la journée du 28 soit une réussite et un tremplin pour aller plus loin dans la mobilisation.

Jean-François Cabral

## et aussi

**L'ORGUE CONFISQUÉ.** À Laroque-d'Olmes (Ariège), commune de 2 700 habitants, malgré un protocole signé en 2003 entre la mairie et le curé, celui-ci empêche par tous les moyens l'utilisation de l'orgue par l'école municipale de musique et par le public. Seuls les catholiques ont le droit de profiter de cet instrument, propriété de la commune et restauré par 78% de subventions publiques. Des actions sont en cours pour se réapproprier l'instrument.

**ESSEX : DÉLOCALISATION DÉGUISÉE.** 81 salariés de l'usine Essex de Mâcon (Saône-et-Loire) vont perdre leur emploi. Le 19 octobre, ils ont appris par la direction la réorganisation du groupe, avec à la clé une possible fermeture du site, prétextée par la crise, la concurrence des pays asiatiques et le coût de production trop élevé en France. Les commandes de l'usine de Mâcon ont déjà commencé à être délocalisées vers l'étranger par la direction, sans doute pour diminuer artificiellement la production locale. Question importante,

puisque'elle permettra à l'expert, désigné par le comité central d'entreprise la semaine prochaine, de dire si le site est viable ou non. L'usine, ancienne Mafit, existe depuis 1932. Au gré des rachats successifs, elle s'est appelée Elfit, Alcatel Cuivre, Nexans puis Essex. En 2008, le groupe a été racheté par la multinationale coréenne LG. Après la fermeture l'an dernier de l'usine de Chauny (Aisne), avec 123 suppressions de postes, il reste aujourd'hui deux usines Essex en France : à Mâcon pour les fils émaillés et à Meyzieu (Rhône) où l'on fabrique le vernis qui les enrobe. Essex a annoncé qu'elle construisait une usine en Chine pour les vernis et qu'elle allait transférer la production de Mâcon vers le Portugal et l'Italie, pays où les salaires et la protection sociale sont bien moindres. Pour l'instant, le personnel n'a pas cessé le travail mais refuse fermement la fatalité capitaliste qui privilégie une fois encore le profit au détriment des vies. Ils saisiront toutes les opportunités pour infléchir la décision prévue et maintenir leurs emplois.

**SALARIÉS HARCELÉS.** Les travailleurs de Villeroy et Boch (Luxembourg) sont une nouvelle fois la cible de menaces de la part de la direction. Après avoir menacé les salariés de licenciement pour faute grave s'ils ne reprenaient pas le travail, elle s'attaque maintenant au personnel en congé maladie, en insinuant clairement que ces maladies seraient une forme de grève déguisée. Ces menaces incessantes constituent une forme de harcèlement moral dans un contexte où les salariés sont tous inquiets pour leur avenir. Il est inconcevable qu'un patron qui a décidé de délocaliser, laissant sur le carreau ceux qui l'ont enrichi pendant des décennies, puisse utiliser un chantage aussi odieux. Face à l'arrogance et aux menaces patronales, les salariés sont muselés par un carcan réglementaire qui les empêche de se défendre dignement, par la grève. Pour faire face aux licenciements et aux menaces patronales, le NPA Longwy-Luxembourg en appelle à la convergence des luttes et à l'instauration d'un véritable droit de grève au Luxembourg.



# Nos emplois, pas leurs profits!

## PRÉCARITÉ NE PAS SE LAISSER FAIRE!

SUITE DE LA PAGE 1

**A** fin de combattre la précarité et d'arrêter la stigmatisation des précaires et des chômeurs, des marches régionales

sont organisées fin novembre par le collectif Droits nouveaux, composé de militants issus d'associations (AC, Apeis, MNCP, CGT Privés d'emploi, Dal, CIP...), de syndicats et de partis politiques. Ces marches aboutiront à la manifestation annuelle des chômeurs et des précaires le 5 décembre.

D'après les statistiques de septembre provenant du Pôle Emploi - qui est loin de prendre en compte toutes les situations -, le taux de chômage dépasse 10% de la population active, soit une augmentation de 20,8% sur un an. De surcroît, le système d'indemnisation du chômage est complètement inadéquat face à la crise et les réformes concernant les revenus de substitution aggravent la situation. Les situations ubuesques sont fréquentes, les pressions du contrôle social, la culpabilisation des chômeurs, les radiations, la déshumanisation des échanges, le manque d'information, la traque des sans-papiers... sont inacceptables!

À Caen, Marseille, Montreuil, Paris, Rennes et Toulouse, des Pôles Emploi, rebaptisés Police Emploi, ont été investis par des collectifs de chômeurs et de précaires pour débloquent des dossiers de demandeurs d'emploi qui subissent des situations hallucinantes, rencontrer les chômeurs et les salariés de Pôle Emploi, dénoncer le manque d'informations et de droits des demandeurs d'emploi ou enfin pour occuper une des plateformes téléphoniques du 3949.

À Alençon, Angoulême, Lyon, Paris et d'autres villes, des chômeurs et des précaires ont



Paris, le 13 juin. Manifestation inter-professionnelle. (PHOTO THÈQUE ROUGE/TORRES)

mis en quarantaine des agences contre la grippe P (précaire) par des opérations de décontamination. Vêtus de blouses et de masques blancs, ils ont placé des cordons de sécurité afin de dénoncer la précarisation dangereuse qui nous est imposée. Des dizaines de collectifs se créent partout en France pour préparer de nouvelles actions en novembre.

Toutes ces différentes actions illustrent bien le ras-le-bol des précaires et réaffirment

que nous ne sommes pas des variables d'ajustement du marché du travail. Une nouvelle répartition des richesses et une nouvelle organisation de la société sont nécessaires pour assurer à chacun le droit au logement, à la santé, au transport, et à un revenu qui permet de satisfaire les besoins essentiels de tous.

À la veille du sommet de Copenhague, le parallèle entre crise économique et crise climatique semble évident. Les précaires seront en effet

les premières victimes de la pénurie énergétique qui s'annonce. Ces crises trouvent leurs racines dans le même terreau: le capitalisme! Alors, à une attaque globale, la riposte ne peut être que générale, et la lutte se doit d'être collective et solidaire!

**Commission précarité**

Plus d'infos:  
contrelaprecaire.blogspot.com  
Contact:  
agdesprecaires@gmail.com

### De l'argent, il y en a!

Le groupe Ryanair a fait 373,5 millions d'euros de bénéfices net, pour les six derniers mois. Soit une hausse de 292% par rapport à 2008. Le groupe profite des subventions publiques pour offrir des billets réduits, et gèle les salaires pour cette année et pour 2010. Le président du groupe a prévenu: «Le temps des employés grassement payés est révolu» alors que lui-même est 400 fois millionnaire...

## SALARIÉS UNISSEZ-VOUS!

**LA PREMIÈRE** conférence nationale des salariés - y compris privés d'emploi - du public et du privé, aura lieu les 28 et 29 novembre à la Bourse du travail de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

Le NPA souhaite ainsi développer son implantation dans l'ensemble des entreprises et des secteurs du salariat, pour y affirmer nos revendications. Car c'est de l'intérieur que nous parviendrons à saper les bases de ce système assoiffé de profit, en y contestant au quotidien le pouvoir patronal, la propriété privée et la violence qui conduit parfois nos collègues à se suicider. Nous prendrons le temps de faire le bilan des dernières mobilisations, des luttes contre les licenciements et des obstacles que nous avons rencontrés. Cette réunion sera également l'occasion pour les camarades de se réunir par branche d'activités, pour faire le point sur l'actualité et le développement de notre organisation. Et nous échangerons sur la campagne emploi que mène le NPA et sur les manifestations contre le chômage et la précarité qui auront lieu début décembre.

En l'espace de trente ans, les politiques patronales ont fait exploser les collectifs de travail, en divisant les salariés, en déplaçant les entreprises, en accusant les «assistés» en tout genre. Cette politique est une politique de division, qui conduit à accuser son voisin avant même de songer à remettre en cause le capitalisme: les salariés en CDI seraient devenus des «privilegiés», les cheminots des «fainéants», etc. Notre ambition, avec le NPA, est de combattre cette division quotidienne qui passe par la mise en concurrence permanente des salaires, des statuts et des acquis sociaux. En tant que travailleurs, nous n'avons pas d'autre solution que de nous organiser, partout où nous sommes, avec nos collègues, des plus petites au plus grandes boîtes, pour combattre les pouvoirs politique et patronal. Qu'il s'agisse de la grève générale de 1936, de celle de 1968, des Antilles ou de la grève des travailleurs sans papiers, c'est l'organisation et la mobilisation des travailleurs qui, à chaque fois, a permis de gagner de nouveaux droits.

Dans le contexte social de montée du chômage et d'attaques contre l'ensemble de nos acquis, il est essentiel de mieux nous organiser. Alors, venez nombreux, les 28 et 29 novembre, pour préparer la riposte!

**Henri Clément**



**H&M SE MOQUE DE LA LOI.** Le 30 octobre, l'inspection du travail rappelait que H&M devait effectuer une expertise avant de commencer le transfert des contrats de travail. Le 2 novembre, la direction informait par une note de service rédigée à la va-vite que le transfert était réalisé et que tous les salariés étaient désormais salariés de GBC France présentée comme une filiale de H&M. L'expertise n'avait pas eu lieu entre-temps, mais la direction a préféré risquer une amende plutôt que retarder son projet. Surtout, elle ne voulait pas laisser les salariés utiliser ce délai pour élargir leur mobilisation. Les salariés ont encaissé le coup. Mais la réaction se prépare. Ils ont trouvé de nouveaux documents qui montrent que le projet d'entrepôt en Belgique, financé par des subventions du gouvernement wallon et des fonds européens, est destiné à remplacer tous les autres dépôts en Europe du sud. Et ils ne comptent pas attendre patiemment la fermeture du Bourget.

**SALARIÉS DÉLOCALISÉS.** Pour que les producteurs de légumes s'en sortent, l'Élysée suggère de «faire venir des intérimaires polonais aux conditions du pays d'origine», autrement dit des salariés payés au salaire local. L'État est même prêt à aider à créer des structures d'intérim à l'étranger pour faire venir des travailleurs qui seront ainsi sous-payés. Cette politique de délocalisation des salariés est déjà menée par de nombreux pays comme l'Espagne, l'Allemagne ou le Royaume-Uni, grâce à la fameuse directive Bolkestein. Ne pouvant pas délocaliser les productions agricoles aussi facilement que les autres activités, l'Europe délocalise les travailleurs pour réduire encore la part des salaires dans la valeur ajoutée.



### TOUT EST À NOUS! LA REVUE N°4 EST DISPONIBLE

Vous pouvez vous la procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à *Tout est à nous!* 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11. Si vous êtes déjà abonné à l'hebdomadaire par prélèvement automatique, pour recevoir la revue, envoyez un courrier à l'adresse indiquée ci-dessus. **AU SOMMAIRE,** l'histoire des sans-papiers, les luttes de La Poste, la casse de l'hôpital, les élections allemande et portugaise, et bien d'autres articles.







# vements

# TERRITORIALE

# ve tous azimuts

mais ils font l'impasse sur l'essentiel : par la financiers, des collectivités peuvent répondre à e pourrait pas prendre en charge séparément : ur le logement, dans le domaine du tourisme, sa juste mesure ce qui est en jeu : les régions ompétences obligatoires que pour 10 à 20% de

serait dévastatrice pour les personnels : sup- de milliers d'emplois!

in article dans *Tout est à nous !*

pour s'en convaincre. Ces pressions ne venaient pas du municipal ou de la fédération du parti, mais en priorité

ent encore un rôle essentiel dans les services publics disparaissent, quelles institutions vont poursuivre leurs me que ces missions soient maintenues. La vraie ques- politique, mais le contenu des politiques publiques et est pas certain que les populations les plus défavorisées eils généraux qui, rappelons-le, jouent un rôle majeur

ndicat des juridictions financières, ce projet à la réforme territoriale et nous y voyons la ohérent pour maîtriser les comptes des col- iera simplement l'incapacité de la Cour des sacrifice du contrôle financier des collectivi- du développement de la démocratie locale.»

antes), elles pourront étaler les effets de la réforme ale ressource des collectivités locales. Le manque à s'est engagé à le compenser, par des dotations. Or, n'est donnée. On comprend donc facilement l'émoi arin, affirmant que « l'actuelle proposition n'est ni s d'élus enracinés », et « ne peut être votée en l'état. » ensable, dans le cadre d'un changement radical de ment. Elle devrait notamment intégrer dans la base ses. Tout le contraire de la réforme Sarkozy.

## DES CHIFFRES

**Les élus locaux :** 1 880 conseillers régionaux (48,6% de femmes), 4 037 conseillers généraux (12,4% de femmes), 519 417 conseillers municipaux (35% de femmes).

**Les budgets :** les dépenses s'élèvent en 2009 à 91,9 milliards d'euros pour les communes, 67,6 milliards pour les départements, 27,3 milliards pour les régions.

**Personnels :** 1 865 000 agents territoriaux dont 1,1 million pour les communes (700 000 précaires, surtout dans les communes).

## PROPOSITIONS

Le NPA avance un certain nombre de propositions. Elles sont mises en débat dès à présent, en particulier pour enrichir notre plateforme pour les prochaines élections régionales.

- Maintien de la clause de compétence générale, c'est-à-dire libre administration des collectivités locales, aussi bien par l'impôt que par la possibilité d'intervenir dans tout domaine correspondant à des besoins sociaux.
- Proportionnelle intégrale à toutes les élections, contre le scrutin uninominal à un tour, contre les élections à deux degrés (intercommunalités).
- Maintien d'une taxe professionnelle réformée, dans le cadre d'une réforme radicale de la fiscalité.
- Défense des personnels des collectivités territoriales, contre les suppressions d'emplois induites par la réforme<sup>1</sup>.
- Maintien et renforcement du rôle des chambres régionales des comptes, renforcement des possibilités de contrôle de la population sur tous les actes des collectivités locales.

1. La question des personnels fera l'objet d'un prochain article dans *Tout est à nous !*





## LE PIÈGE AFGHAN

Malgré sa réélection, Karzaï est affaibli. Les USA et leurs alliés sont entraînés dans le scandale de la fraude et de la corruption.

**KARZAÏ** vient d'être proclamé président d'Afghanistan suite à l'annulation du deuxième tour de l'élection présidentielle, après le retrait de son seul rival Abdullah Abdullah qui n'avait reçu aucune garantie contre une nouvelle fraude massive. Le roi est nu, sans crédibilité ni légitimité, champion de la fraude et de la corruption. Mascarade qui ridiculise les prétentions démocratiques des USA et de leurs alliés. Karzaï avait bien tenté de se faire proclamer élu dès le premier tour grâce à une fraude massive connue de tous. Devant le risque de voir leur mise en scène électorale totalement discréditée, les USA l'ont obligé à accepter un deuxième tour, qui est devenu le deuxième acte de la farce électorale organisée pour le compte des armées d'occupation par leur fantoche même. Fantoche qui a pris ses commanditaires à leur propre jeu pour s'imposer en créant une situation de crise qui ruine les prétentions de la nouvelle stratégie Obama. À peine Karzaï désigné, on apprenait que son frère, déjà impliqué dans le trafic d'opium dans le sud du pays, était payé par la CIA depuis des années. En fait, ce que les chefs de l'Otan appellent « l'Afghanisation » de la guerre, c'est la corruption généralisée. L'argent déversé dans le pays sert par mille et un canaux à alimenter la corruption sous toutes ses formes, pour acheter les services des seigneurs de guerre dont les troupes d'occupation ont besoin, pour acheter les combattants ou talibans « repentis », etc. Et aujourd'hui Obama se paie le ridicule de demander à sa marionnette d'agir « bien plus sérieusement » contre la corruption alors qu'il sait très bien que sa politique même en est à l'origine à tous les niveaux de l'État, avec Karzaï en principal organisateur et bénéficiaire.

C'est au nom de cette politique cynique qu'Obama et ses alliés demandent aux soldats américains, anglais, allemands, français... de sacrifier leur vie. Le nombre de soldats tués ne cesse d'augmenter : 56 Américains au cours du mois d'octobre, le mois le plus meurtrier pour les États-Unis depuis le début de la guerre, il y a huit ans. Brown, le Premier ministre britannique, s'indigne et en rajoute. Il déclare qu'il n'est pas question de risquer la vie de ses hommes pour un gouvernement, « qui ne se dresse pas contre la corruption. » Mais il ne lui vient pas à l'idée de retirer les troupes alors que l'opposition à la guerre s'amplifie en Grande-Bretagne. Les grandes puissances sont prises à leur propre piège. Leur politique est un échec qui ne leur laisse pas de porte de sortie. Le chef des troupes de l'Otan, Stanley McChrystal, réclame l'envoi de nouveaux renforts, entre 10 000 et 40 000 hommes. Le secrétaire général de l'Otan, Rasmussen, exhorte les Européens à faire plus. Obama hésite, consulte, diffère sa décision, mais il ne pourra, d'une façon ou d'une autre, que se plier aux exigences des militaires, la fuite en avant, au risque d'entraîner toute la région, dont le Pakistan, dans la guerre et une crise aiguë.

Yvan Lemaitre

## OBAMA DOULOUREUX BILAN

Un an après son élection qui avait soulevé l'espoir à travers le monde entier, les résultats de la politique d'Obama sont décevants, malgré le récent vote à la Chambre des représentants de la réforme de la santé.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR)

Il y a un an, une majorité d'électeurs votaient Obama. L'urgence la plus vivement ressentie était de mettre un

terme à huit ans de pouvoir quasi absolu des républicains et de Georges Bush. La peur d'une troisième guerre (contre l'Iran), d'une aggravation de la remise en cause des libertés publiques et de la centralisation d'un pouvoir de plus en plus absolu entre les mains d'une petite clique échappant à tout contrôle ont joué un rôle essentiel dans la victoire d'Obama. La crise financière a été la cerise sur le gâteau.

L'enthousiasme suscité par le fait qu'un candidat noir soit porté à la présidence a été vécu comme une promesse de changement dans tous les domaines.

Un an plus tard, les changements attendus ne sont pas au rendez-vous. Ce n'est pas tant à une montée du mécontentement que l'on assiste qu'à une déception qui se traduit par

une démobilisation de grandes parties de l'électorat populaire ; ces jeunes, ces pauvres qui avaient souvent voté pour la première fois. Du coup, dans les deux élections qui viennent d'avoir lieu pour des postes de gouverneur, les républicains l'ont emporté.

Il ne s'agit pas ici de dire « on l'avait bien dit ». Dans les limites étroites du système américain, Obama aurait pu mener une autre politique. Or, depuis son élection, son orientation a consisté à rechercher sur tous les sujets les compromis les plus larges possible avec les républicains. Sa carte d'identité politique n'a plus été le changement « Yes, we can » mais une politique dite bipartisane. Cette orientation politique a provoqué une paralysie qui stupéfie même ses plus fervents soutiens. Il n'a pas su s'opposer au complexe militaro-industriel. Les chefs militaires qui veulent engager 40 000 soldats de plus en Afghanistan ont mené une véritable campagne publique sur ce thème afin

d'obliger Obama à rallier leur point de vue.

La réforme du système de santé avance très lentement. 50 millions de personnes sont sans couverture maladie. Obama s'est entêté à trouver un accord impossible avec des républicains. La perspective de pouvoir, en option, avoir accès à un système public d'assurance maladie reste incertaine. Il n'est même pas sûr que la réforme qui se prépare interdise aux assureurs de choisir les bons adhérents (en bonne santé et sans facteur de risque). Le pire est sans doute les arguments que l'on a entendus de la part des républicains mais aussi de démocrates : les sans-papiers risqueraient de bénéficier du système !

Sur le plan des libertés politiques, on est loin du compte : les anciens tortionnaires et ceux qui les ont couverts n'iront pas devant la justice. Guantanamo ne sera certainement pas fermé à la fin de l'année, sans parler des camps du même genre qui existent

ouvertement (en Afghanistan) ou secrètement.

Le chômage atteint 10% et continue d'augmenter. Les grandes institutions financières continuent de piocher massivement dans les fonds publics mais les chômeurs restent mal indemnisés avec 600 euros en moyenne pendant cinq mois.

Cette politique bipartisane est folle car les républicains sont un parti de plus en plus à droite. Dans chaque élection locale, les candidats républicains « modérés » sont éliminés au profit des extrémistes. Il n'y a pas de Front national aux États-Unis : l'extrême droite prospère au sein du Parti républicain et en détermine les grands choix. Un éditorialiste du *New York Times* constatait que les possédants ne peuvent plus faire confiance à ce parti et qu'ils sont bien mieux représentés par le Parti démocrate. Qui en doutait ?

Philippe Pignarre

## HOMMAGE À CHRIS HARMAN

**CHRIS HARMAN**, un des dirigeants du Socialist Worker Party britannique, est mort brutalement d'une crise cardiaque, dans la nuit du 6 au 7 novembre, alors qu'il participait à une conférence au Caire. Chris Harman avait rejoint Socialist Review Group qui devint International Socialists puis le SWP, en 1961, à l'âge de 19 ans. Son engagement politique a débuté par la lutte contre la guerre du Vietnam. Après des études à la *London School of Economics*, il décida de s'engager à plein temps dans la construction d'une alternative révolutionnaire. Son apport théorique au marxisme est considérable. En 1974, il publie *Bureaucracy and Revolution in Eastern Europe*, qui est un complément indispensable à la théorie de Tony Cliff sur la nature capitaliste d'État de l'URSS et des pays de l'Est. Il avait d'ailleurs polémique avec Ernest Mandel sur ce sujet dans les années 1960. Chris Harman a souvent écrit sur l'économie et encore récemment sur la crise actuelle. Son but était de rendre la théorie marxiste de l'économie accessible à tous.

Ainsi, son livre *Economics of the Madhouse* explique comment cette théorie s'applique également au monde contemporain. Le mois dernier, il débattait encore avec Michel Husson à propos de la baisse tendancielle du taux de profit. Mais ses contributions couvraient des sujets bien plus larges. Dans les années 1970, il écrivait sur l'origine de l'oppression des femmes, exposant les faiblesses mais aussi la force de la théorie d'Engels dans *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*. Dans les années 1980, *The Fire Last Time: 1968 and After* revenait sur les révoltes de 1968 en Europe. *The Lost Revolution* traite des révolutions allemandes de 1918 et 1923. Il a également publié, en 1999, *People's history of the world* qui est un de ses ouvrages les plus importants sur la théorie marxiste de l'histoire. Chris Harman a participé activement à la construction de son parti, le SWP, dont il dirigea l'hebdomadaire jusqu'en 2004, avant de s'occuper de la revue trimestrielle *International Socialism*. Internationaliste, il n'hésitait pas à voyager pour contribuer aux débats de la gauche

anticapitaliste et révolutionnaire. Il a ainsi participé aux rassemblements de la gauche anticapitaliste européenne et plusieurs fois à l'Université d'été de la LCR. Il était enthousiasmé par la construction du NPA, et en août dernier, il intervenait dans le forum sur la gauche anticapitaliste européenne, durant l'Université d'été à Port-Leucate.

Le décès de Chris Harman à la veille de ses 67 ans est non seulement un choc, mais c'est également une lourde perte pour tous ceux qui sont engagés dans le combat pour mettre à bas le système capitaliste. Le NPA s'associe à la peine de Talat, la compagne de Chris, de ses enfants et des camarades du SWP. Avec Chris Harman, les révolutionnaires et les anticapitalistes viennent de perdre un contributeur majeur au marxisme vivant. **François Coustal, Dominique Angelini**

1. Les livres de Chris Harman n'ont quasiment pas été traduits en français, mais certains de ses textes sont disponibles sur [www.marxists.org](http://www.marxists.org) et [www.swp.org.uk](http://www.swp.org.uk)





CINÉMA

**LE CONCERT/ Radu Mihaileanu**

Sous le régime soviétique de Brejnev, Andreï Filipov, illustre chef d'orchestre du Bolchoï, est répudié pour avoir refusé de renvoyer ses musiciens juifs. Trente ans plus tard, devenu homme de ménage, il fait passer ses anciens musiciens pour l'orchestre officiel du Bolchoï et les emmène donner un concert historique à Paris. Après *Train de vie* et *Va, vis et deviens*, Radu Mihaileanu, à travers ses personnages, poursuit son parcours initiatique de juif qui a fui la dictature. On frôlerait le chef-d'œuvre sans certains clichés communautaires sur le « choc des cultures » que le réalisateur assume totalement. Au pire, ils ne sont qu'un pied de nez à l'idéologie crasse sur l'identité nationale. Mais Mihaileanu a d'abord envisagé son film comme une bouffée d'air pur en pleine crise. Et entre deux plans sociaux, c'est vrai que ça fait du bien.

Gilles Pagaille

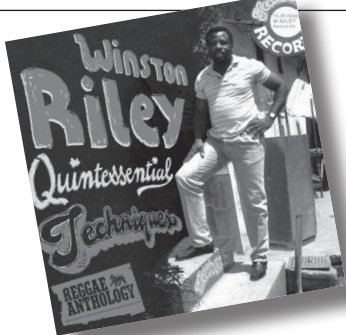


EXPO

**LA COLLECTION BRUKENTHAL/**

Un jour d'ennui, on pourra se distraire en visitant le musée Jacquemart-André (158, boulevard Haussmann, 75008 Paris). Ce « petit Versailles » édifié à partir de 1875, abrite une collection permanente, précieuse pour les œuvres acquises par les premiers propriétaires (Uccello, Mantegna et autres vedettes), curieuse par ses aménagements, et intéressante pour le goût des grands bourgeois de la III<sup>e</sup> République que reflète cet ensemble, légué à l'Institut de France. Il présente jusqu'au 11 janvier des tableaux rassemblés par Brukenthal (1721-1803), autre bourgeois gentilhomme anobli par l'impératrice d'Autriche, collection aujourd'hui propriété de l'État roumain. Oh les beaux Bruegel, oh les belles natures mortes, oh les beaux homards ! Une leçon de choses sur les goûts bourgeois en matière de peinture !

Gilles Bounoure



MUSIQUES  
**QUINTESSENTIAL TECHNIQUES/ Winston Riley/UNIVERSAL**

1971. L'Angleterre toute entière danse sur un titre de reggae. *Double Barrel* par Dave Et Ansel Collins est une sorte de tape-cul funky percutant le skank de Kingston sur fond de déclamations mystique d'un rude boy. Ce son unique qui enfievre des clubs britanniques toujours avides de nouveautés, on le doit à Winston Riley, le boss du label Techniques sur lequel le titre fut publié. Il avait commencé sa carrière durant les années 1960 en reprenant les *Impressions* de Curtis Mayfield. C'est au cours des années 1970 et surtout 1980 comme producteur qu'il marque les esprits et les oreilles. Surtout lors de l'explosion du « dancehall » auquel il offrit quelques classiques tels que le « Bam Bam » de Sister Nancy et « Ring the Alarm » par Tenor Saw. Un double CD « best of » de 36 morceaux impeccables pour approcher la légende.

King Martov



CINÉMA

**L'ENFER D'HENRI-GEORGES CLOUZOT/Serge Bromberg/**

La métaphore est inévitable, même si elle n'a rien d'original. Comme ces restaurateurs attentifs et fervents qui essaient de nous restituer le travail d'un peintre de fresque du XV<sup>e</sup>, à partir de quelques fragments pâlis, Bromberg nous propose un voyage à la recherche d'un film, le dernier d'Henri-Georges Clouzot, *L'Enfer*, dont le tournage fut stoppé après quelques séquences. Bromberg montre ces séquences (muettes, il les sonorise), reconstitue certains passages avec des acteurs de nos jours, retrouve les images d'archives du Clouzot de l'époque... et nous invite à méditer sur le mécanisme de cet échec, une fascinante espèce d'impuissance créatrice. Clouzot, peut-être trop oublié, fut un grand du cinéma français, égal de Hitchcock, et Bromberg, cinéophile passionné, est un expert dans la redécouverte de merveilles ensevelies.

Paul Louis Thirard



**www.medias-soustitres.com/**

Ce site indépendant œuvre pour une amélioration constante des possibilités d'accès à la culture et à l'information, notamment pour ceux et celles qui souffrent de surdité. Entièrement créé et soutenu par des bénévoles, ce site militant essaie de développer tous les moyens en matière de communication permettant de faciliter le quotidien de la population malentendante comme les sous-titrages, le télétexte ou les textos.

**http://dubamix.free.fr/accueil.html**

La musique adoucit les mœurs... Dubamix au contraire remue les consciences ! Du reggae à l'électro-dub en passant par Haydn, Bach ou Dvorak, Dubamix met en mouvement les musiques en incorporant à ses compositions des extraits de discours d'hommes politiques. En les plaçant face à leurs contradictions, ce site véhicule un message libertaire, anticapitaliste et antifasciste. Dubamix entre en résistance en affirmant haut et fort ses valeurs : gratuité, échange, solidarité et autogestion !

**http://medelu.org/**

Le site Mémoire des luttes est une association créée à l'initiative de Gunter Holzmann en 2000. Holzmann a toujours été un altermondialiste engagé dans les luttes pour un monde plus libre, plus juste, plus égalitaire, plus fraternel et plus solidaire. Son site perpétue ses idéaux en agissant et en contribuant à mener le combat pour des politiques alternatives en lien avec le Forum social mondial.

# ANTHROPOLOGIE L'HUMANISME DE CLAUDE LÉVI-STRAUSS

Claude Lévi-Strauss est mort à l'âge de 100 ans. Cet anthropologue qui travailla sur les peuples d'Amazonie est à l'origine du courant structuraliste qui fut très influent dans les années 1960.

**L**a mort de Claude Lévi-Strauss a donné lieu dans les principaux médias à une célébration consensuelle de l'humanisme de l'anthropologue disparu à l'âge de 100 ans. Bien sûr, BHL n'est pas le dernier à se réclamer de son héritage, et chacun tente de l'enrôler dans les polémiques de l'heure. *Marianne* et *Le Point* rappellent avec délectation sa méfiance vis-à-vis de l'islam et de « l'utopie socialiste » de la pensée française. Edwy Plenel répond en citant une déclaration de Lévi-Strauss en 2005 : « J'ai connu une époque où l'identité nationale était le seul principe concevable des relations entre les États. On sait quels désastres en résultèrent. »

Qu'est-ce que les anticapitalistes peuvent retenir de la vie et de la pensée de cet intellectuel exigeant, qui a traversé le xx<sup>e</sup> siècle et consacré des milliers de pages à la compréhension des sociétés humaines ? Né en 1908 dans une famille d'artistes d'origine juive alsacienne, Claude Lévi-Strauss est un élève puis un étudiant brillant, qui obtient son agrégation de philosophie en 1931. Ayant découvert Marx très jeune, il écrit son premier texte à 18 ans, une étude



sur le révolutionnaire français Gracchus Babeuf. Il rejoint la SFIO (parti socialiste de l'époque), dont il devient un membre actif puis secrétaire général des Étudiants socialistes. Avec ses camarades, son objectif théorique est alors d'élaborer une métaphysique au service de la révolution, une culture socialiste nouvelle. Il côtoie l'extrême gauche marxiste du parti, mais est également influencé par Marcel Déat, qui passera quelques années plus tard à la collaboration au nom d'un « socialisme national », et travaille un temps comme attaché parlementaire d'un député. Son engagement politique s'interrompt en 1934, à partir de son départ pour le Brésil, ou peut-être se prolonge-t-il à travers l'anthropologie, la science de l'Homme, à laquelle il consacra le reste de sa vie. À travers les missions ethnographiques qu'il mène en Amazonie, il passe quelques années aux côtés de groupes d'« Indiens », vivant dans des conditions très précaires dans la forêt et menacés de disparition face à l'avancée coloniale. Cette expérience l'amène à une rupture avec l'ethnocentrisme qui domine les sciences humaines de son époque : il refuse de juger des valeurs d'une culture à travers les valeurs d'une autre, et recherche ce qui fait l'unité de l'ensemble du genre humain.

**À LA RECHERCHE DE STRUCTURES PERMANENTES**

Pour cela, le travail de Lévi-Strauss prendra deux objets principaux : l'analyse des relations de parenté et celles des mythes. Il constate que dans toutes les sociétés existent des règles encadrant la vie sexuelle et

la reproduction, dont l'interdit de l'inceste, et en fait un acte fondateur de la culture humaine. Il rassemble des milliers de mythes et y cherche des points communs, des invariants. Pour analyser ces matériaux, il fait appel à d'autres disciplines : comme le linguiste Saussure l'avait fait pour les différentes langues, il repère des structures élémentaires de la parenté ou du discours mythologique qu'on peut retrouver dans toutes les cultures. Ces structures sont inconscientes mais elles sont le meilleur moyen pour le chercheur de connaître les sociétés. Lévi-Strauss fonde le courant structuraliste, qui fut très influent dans la pensée française des années 1960, et se veut une théorie scientifique globale. Par sa défense des peuples dominés par la colonisation et son refus de la hiérarchie des cultures, Lévi-Strauss est en général associé à la gauche. Pourtant, ces dernières années, il s'est revendiqué comme anarchiste de droite. Il déclarait dans un entretien en 2003 : « J'ai commencé à réfléchir à un moment où notre culture agressait d'autres cultures dont je me suis alors fait le défenseur et le témoin. Maintenant, j'ai l'impression que le mouvement s'est inversé et que notre culture est sur la défensive vis-à-vis des menaces extérieures, parmi lesquelles figure probablement l'explosion islamique. Du coup je me sens fermement et ethnologiquement défenseur de ma culture ». On voit ici les limites d'une approche qui évacue la question des classes sociales et de l'État, et finit par s'aligner sur le choc des civilisations cher aux néo-conservateurs.

Plus largement, Lévi-Strauss s'est dure-

ment opposé à la figure de l'intellectuel engagé incarnée par Sartre. Il a refusé de dénoncer publiquement la guerre d'Algérie, puis n'a rien compris à l'explosion de Mai 68, qui l'a « répugné » ; il ne comprend pas comment on peut couper des arbres pour dresser des barricades dans Paris. Les hommages publiés récemment saluent en Lévi-Strauss un écologiste de la première heure, ce qu'il fut effectivement. Cependant, l'écologie et la défense de la diversité des cultures n'ont pas de perspectives en dehors d'une remise en question globale du système de domination capitaliste.

**Vincent Touchaleaume**

Pour découvrir Claude Lévi-Strauss : *Race et histoire*, 1952. Folio Essais *Tristes tropiques*, 1955. Pocket. *Claude Lévi-Strauss, L'homme au regard éloigné*, par Vincent Debaene et Frédéric Keck. Collection Découvertes Gallimard n°543. Alexandre Pajon : *Claude Lévi-Strauss politique, de la SFIO à l'Unesco*, 2007, téléchargeable sur <http://faustroll.net/cls/index.htm>

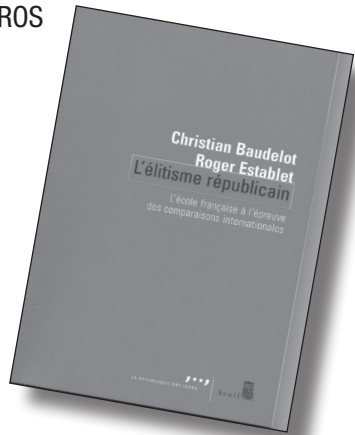






**L'ÉLITISME RÉPUBLICAIN**  
**CHRISTIAN BAUDELLOT**  
**ROGER ESTABLET**

**SEUIL**  
117 PAGES  
10,50 EUROS



l'essai

**LES AUTEURS** de l'École capitaliste en France (Maspero 1971), *Quoi de neuf chez les filles?* (Nathan 2007) qui travaillent depuis 40 ans sur l'école, nous proposent une démonstration très convaincante sur la façon dont elle reproduit les inégalités sociales. Pour argumenter, ils s'appuient sur les enquêtes réalisées par le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (Pisa) qui évalue les systèmes éducatifs de 30 pays de l'OCDE. En France, on ne connaît de ces enquêtes statistiques (dont le sérieux est largement reconnu) qu'une exploitation médiatique d'un classement des différents pays dont la fonction est de faire pression pour en finir avec « l'école post 68 ».

En y regardant de près, les auteurs démontrent de façon magistrale que contrairement aux explications des libéraux, ce sont les pays qui séparent en filières sélectives le plus tard possible qui obtiennent les meilleurs résultats. Plus il y a démocratisation, plus long est le tronc commun, meilleures sont les performances scolaires des élèves. En France, il y a une véritable dégradation : les « fonds de classe » s'étoffent et leur niveau a tendance à diminuer depuis 2000.

Le chapitre « Les enfants d'immigrés ne font pas baisser le niveau » est un excellent argumentaire contre toutes les idées reçues dans ce domaine. Enfin, les auteurs reprennent ce qu'ils avaient déjà démontré sur les progrès restant à faire contre le sexisme de l'école malgré le constat de la diminution importante des écarts entre filles et garçons depuis 50 ans.

Bref, une lecture très utile pour celles et ceux pour qui le combat pour la défense de l'école publique est indissociable de celui pour sa transformation.

**Bernard Galin**  
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)  
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43  
**www.la-breche.com**

**CHUTE DU MUR**  
**LE DÉBUT D'UNE NOUVELLE PÉRIODE...**

*Il y a 20 ans, la chute du Mur de Berlin, puis l'effondrement des dictatures stalinienne dans les pays de l'Est, marquaient le début d'un basculement du monde qui, loin des promesses mensongères de la propagande anticommuniste, a débouché sur les crises et les guerres de la mondialisation capitaliste.*

Les manifestations de masse qui précédèrent ou accompagnèrent ces événements, la liesse qu'ils suscitèrent, accréditèrent l'idée qu'il s'agissait de révolutions pour la liberté. En réalité, la disparition de ces régimes résultait fondamentalement des choix des dirigeants de la bureaucratie soviétique engagée depuis quatre ans dans un processus qui allait conduire à la restauration du capitalisme en URSS. À la fois étape et prélude de la mondialisation capitaliste, les événements de la fin 1989 étaient le signal de la fin de la période ouverte par la révolution russe et la grande vague révolutionnaire qui avait ébranlé le monde capitaliste après la Première Guerre mondiale.

La reconfiguration du monde qui a commencé à s'opérer à ce moment-là est caractérisée essentiellement par la pénétration des trusts et de leurs États dans les parties de la planète qui leur échappaient jusqu'alors, ouvrant une nouvelle période d'expansion de la domination capitaliste.

C'est une démonstration à rebours de la force qu'avaient donné à la révolution russe l'initiative des masses, l'expropriation qu'elles firent des classes dirigeantes, leur conscience de mener un combat international. Cette force fut d'abord étouffée par la violence de la réaction bourgeoise qui écrasa, avec l'aide des partis sociaux-démocrates, les autres révolutions ouvrières au lendemain de la Première Guerre mondiale. Nulle part, la classe ouvrière ne put l'emporter ailleurs qu'en Russie.

Livrée à elle-même et à l'arriération du pays, la révolution russe fut étouffée par une bureaucratie dont l'existence s'explique essentiellement par la faiblesse de la classe ouvrière, seule à même de faire vivre une véritable démocratie, dans un pays dont 80% de la population était paysanne.

Mais même après qu'elle eut réduit les masses ouvrières et paysannes au silence, au début des années 1930, la bureaucratie n'osa pas opérer une restauration du système capitaliste. C'est dans le cadre des rapports de propriété hérités de la révolution qu'elle fut contrainte d'exercer son pouvoir et ses privilèges. Voilà, à grands traits, les événements qui avaient configuré le monde et dont 1989 a annoncé la fin. La première grande vague de révolutions ouvrières prétendant au renversement de la bour-



BERLIN, VESTIGES DU MUR. (PHOTO THÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

geoisie à l'échelle internationale, issue du développement du mouvement ouvrier à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avait pu être jugulée sans que l'impérialisme réussisse pour autant à rétablir sa domination sur l'ensemble de la planète.

Les prétendues « démocraties populaires » étaient l'une des manifestations du rôle réactionnaire que jouèrent Staline et la bureaucratie à l'échelle internationale. Les révoltes ou les révolutions ouvrières qui éclatèrent dans ces pays, en particulier au moment et juste après la mort de Staline, en Allemagne de l'Est en 1953, en Pologne et en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968 et, à plusieurs reprises en Pologne, indiquent à quel point ces régimes étaient des régimes anti-ouvriers.

Mais le triomphe de la mondialisation capitaliste, loin d'avoir surmonté les contradictions du système, n'a fait que les porter à un degré d'acuité extrême, en particulier la contradiction entre la socialisation de la production, de la distribution, et la propriété privée capitaliste, détenue par une minorité toujours plus infime de la population. Ce triomphe prépare un nouveau cycle de révolutions dans lesquelles la classe ouvrière, dont le renforcement à l'échelle mondiale a connu un développement extraordinaire, est appelée à jouer pleinement son rôle émancipateur et démocratique.

Que l'on pense aux conditions dans lesquelles s'est déroulée la première grande vague de révolutions ouvrières de l'histoire, l'état d'arriération des pays même les plus modernes de cette époque, comme l'Allemagne, dont le film *Le Ruban blanc* peut donner une idée. Quoi d'étonnant que, dans ces conditions, se soient imposés le règne de la bureaucratie et le culte de l'État?

C'était, à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, une gageure, de la même façon que le combat, deux générations plus tôt, des communards parisiens, dont Marx disait qu'ils « étaient montés à l'assaut du ciel ».

Aujourd'hui, forte de centaines de millions de femmes et d'hommes qui sont au cœur des secteurs clés de toute l'économie mondiale, qui possèdent un niveau de culture considérable par rapport à ce qu'il était au début du XX<sup>e</sup> siècle, la classe des salariés est potentiellement en mesure de contrôler la marche de toute l'économie et d'en assurer l'appropriation collective, sociale par son auto-organisation.

Les progrès qu'ont constitués soviets en Russie, conseils d'usine en Allemagne, comités dans l'Espagne de 1936, sont appelés à connaître un développement qui fera apparaître ces premières formes d'auto-organisation comme les balbutiements de la démocratie des grandes révolutions à venir.

**Galia Trépère**

**boîte à lettres**

Pour nous écrire, pour prendre contact : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE. J.-P. P. (PARIS).** Je tiens à vous faire part de ma surprise à la lecture de l'article *Réchauffement climatique, ne pas céder à l'illusion technologique dans Tout est à nous!* n°29 et particulièrement concernant le paragraphe ci-dessous. [...] « Les puits de carbone ne sont que le nom idéologique des plantations d'arbres. Compenser seulement les immenses surfaces défrichées à chaque minute impliquerait de reboiser immédiatement toute la Terre, pour un résultat douteux, car pendant sa croissance, un arbre rejette plus de carbone qu'il n'en absorbe. » [...] En ce qui concerne la dernière partie de la phrase, tout(e) lycéen(ne) ayant étudié un peu de sciences naturelles sait que les végétaux [...] sont des êtres autotrophes, c'est-à-dire qu'ils élaborent de la matière organique (comme cellulose, amidon, lipides, protéines, etc.) par des processus physico-chimiques complexes à partir de molécules minérales simples (gaz carbonique, eau, nitrates,...) et de l'énergie

solaire, phénomènes regroupés sous le terme de photosynthèse élément du catabolisme végétal. Certes les végétaux respirent (anabolisme) et dégradent de la matière organique pour produire de l'énergie et dégagent du gaz carbonique, mais le bilan global pour un être végétal vivant est positif. Il y a fixation de carbone. (...) Du point de vue global, le phénomène vivant, végétal particulièrement, a produit la Terre que nous connaissons. Les 21% d'oxygène de l'atmosphère terrestre sont le produit de la photosynthèse et le résultat du stockage du carbone au cours des 3 milliards d'années [...] sous les formes que le capitalisme gaspille, à savoir le charbon, le pétrole, le gaz naturel et de carbonates de calcium (calcaires). [...] Quant à la première partie de la phrase, s'il s'agit de dénoncer les plantations industrielles d'eucalyptus ou de palmiers à huile ou de conifères pour la production de pâte à papier ou d'huile à finalité de carburant, pas de problème. En effet ces plantations détruisent bien

souvent une forêt primaire, comme en Indonésie ou en Amazonie et par ailleurs les processus industriels mis en œuvre pour une production intensive et les transformations nécessaires pour obtenir de l'éthanol ou des « gasoils » inversent le bilan carbone. Ces activités sont de véritables catastrophes écologiques et un crime contre la biodiversité. Quant à reboiser la totalité de la Terre, elle ne l'a jamais été (même les terres émergées), le végétal étant principalement présent dans le milieu marin (phytoplancton).

**FÉLICITATIONS. J.-C. S. (ARIÈGE).** Toutes mes félicitations à l'équipe de *Tout est à nous!* Je faisais passer l'hebdo à un voisin, je ne le fais plus car j'y trouve des articles que je veux garder. Le dernier numéro du mensuel est aussi intéressant avec une présentation plus claire et des articles pas trop longs mais avec un contenu riche. Bravo!









## Nuit blanche DES TRAVAILLEUSES SANS PAPIERS AU NOIR

Une initiative symbolique a réuni au siège de la CGT plus de 300 femmes de toutes origines, employées dans ce qu'on appelle pudiquement l'aide à la personne. Soutenues par des ouvrières chinoises de la confection en grève, elles sont venues témoigner de leur situation et exprimer leur exigence de régularisation.

À l'image de Fatima, militante marocaine aguerrie, figure forte et lumineuse de Droits devant !! en charge de l'enfant handicapé d'une famille qui l'adore, mais... Dynamique et courageuse, elle ne se ménage pas pour faire converger toutes les formes de lutte de sans-papiers.

Motivée par le soutien des organisations françaises, la souriante et ambitieuse Rachida travaille pour une famille qui n'hésite pas à utiliser

ses compétences d'ingénieur en informatique !

Tellement de douceur et de détermination dans les yeux clairs de Khadija, au service de la même famille de Neuilly depuis huit ans, appréciée, aimée (les enfants l'appellent maman), mais pas au point d'entamer les démarches pour sa régularisation !

Dans ce mouvement, elle découvre la solidarité et l'engagement. Après, elle continuera à se battre pour les autres. Belles, fortes, dignes, et si vivantes, quand la soirée s'achève au rythme de la musique orientale. Femmes, travailleuses, sans papiers, autant de raisons d'espérer et de se battre. Ce n'est peut-être pas le hasard si la toute première carte de gréviste de l'action initiée le 12 octobre est celle d'une femme.



Montreuil, le 6 novembre. Dans les locaux de la CGT. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

### LE CHIFFRE

# 900 000

**c'est en euros le nouveau salaire annuel du PDG d'EDF, Pierre Gadonneix. Une hausse de 25 % lui a été accordée par le comité des rémunérations du groupe alors qu'il part en retraite en septembre prochain. Bonus compris, il touchera 1,221 million d'euros. Il est vrai que sans cette augmentation sa pension n'aurait été que de 400 000 euros par an, alors qu'ainsi, elle s'élèvera à 500 000 euros.**

**À quand une nouvelle augmentation des tarifs de l'électricité pour contribuer aux parties de pêche du futur retraité ?**

### NOUVELLE PROVOCATION.

L'idée avancée par Brice Hortefeux d'un couvre-feu « pour les mineurs de moins de 13 ans fichés par la police » est une nouvelle provocation destinée à ramener le tout sécuritaire dans le débat politique avant les régionales. Le ministre de l'Intérieur ressort les vieilles ficelles en tripatouillant les chiffres sur la délinquance des mineurs, dont d'éminents spécialistes indiquent qu'elle n'augmente pas. Comme pour le « débat » sur l'identité nationale, ce recours à la stigmatisation d'une certaine jeunesse cherche à masquer la politique antisociale du gouvernement. Cette loi va de pair avec un démantèlement programmé de l'ordonnance de 1945 et de la justice des mineurs, avec la fermeture des structures d'accueil les unes après les autres et la reconversion obligée des personnels de la protection judiciaire de la justice qui se voient privés des missions fondamentales liées à la prévention et à l'éducation.

### FIN DE PARTIE.

Pendant plusieurs décennies, Gaston Flosse a régné sans partage sur la Polynésie. Mais, comme pour son grand ami et protecteur Jacques Chirac, c'est maintenant l'heure des comptes. Le Sénat ayant fini par lever son immunité parlementaire, Gaston Flosse est désormais placé en détention provisoire. Il est – enfin ! – rattrapé par l'une des nombreuses procédures judiciaires dont il était l'objet. En cause, un véritable « pacte de corruption » dont il serait, selon le procureur, un élément « central » : d'énormes pots-de-vin versés pendant dix ans par l'Office des postes et télécommunications et le groupe 2H, chargé de la publicité de l'annuaire officiel. Pire, au temps de sa splendeur, Flosse s'était doté d'une véritable police privée, le Service d'études et de documentation (SED), mise en cause dans la « disparition » du journaliste d'investigation Jean-Pascal Couraud. Affaire à suivre...

# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

## Souscription Objectif: 200 000 euros

Une semaine après le lancement de notre souscription, quelques chèques arrivent timidement. 5392 euros nous sont parvenus à ce jour. Il nous reste sept semaines pour atteindre notre objectif. Il faut donc retrousser les manches et commencer réellement, partout, cette campagne de souscription. Le calcul est simple: il nous faut récolter 27 801 euros hebdomadairement pour atteindre cet objectif.

**Le débat autour des élections**, le rendez-vous de Copenhague et la campagne pour la poste ne doivent pas nous faire oublier la souscription. C'est grâce à cet effort de solidarité que nous pourrions continuer à participer et impulser ces mobilisations et celles à venir.

**Cet argent, nous en avons besoin** pour assurer l'indépendance du journal que vous avez entre les mains, tout comme celle de notre organisation politique. Cette solidarité financière est une exigence que nous devons avoir afin de continuer d'être un des moteurs de la contestation sociale.

Récolter quotidiennement 3971 euros, cela implique que tous les comités, toutes les militantes et tous les militants du NPA s'y mettent sans tarder. Atteindre cet objectif doit devenir une obsession pour toutes et tous. Avant de s'endormir, plutôt que de compter stupidement les moutons, mieux vaut faire la liste de toutes celles et tous ceux qui sont susceptibles de participer à la souscription, qu'elles ou ils fassent partie de la famille proche ou éloignée, ou soient des collègues de travail, des voisins ou des voisins, des militantes ou des militants avec qui nous partageons des activités et des luttes communes.

**Et comme le disait un grand Marx**, pas Karl, Groucho: « Il y a tellement de choses plus importantes dans la vie que l'argent, mais il faut tellement d'argent pour les acquérir. »

Faites parvenir vos soutiens à: NPA souscription 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
**Tout est à nous! Surtout la souscription.**

## “ NO COMMENT

LA CULTURE, QUI PUISE DANS L'HÉRITAGE  
JUDÉO-CHRÉTIEN ET GRÉCO-ROMAIN, EST BIEN  
CONSTITUTIVE DU GÉNIE FRANÇAIS.

IVAN RIOUFOL, JOURNALISTE  
(LE FIGARO, 6 NOVEMBRE) ”

### TOUT est à nous !

hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction : 01 48 70 42 27

Diffusion : 01 48 70 42 31

Administration : 01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Mail : redaction@npa2009.org

Numéro ISSN: 1969-8178

Commission paritaire: 0414 P 11508

Tirage: 9000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse,  
d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)

Gérant et directeur de publication:

François Coustal

Impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél.: 01 48 70 42 22

Fax: 01 48 59 23 28

mail: rotoimp@wanadoo.fr